



RENCONTRES ÉDITEURS & LIBRAIRES FRANCOPHONES À DAKAR

24 & 25 novembre 2014

- SYNTHÈSE -

Le 24 et le 25 novembre 2014, un séminaire francophone a réuni une cinquantaine d'éditeurs, de libraires et de professionnels du livre à Dakar. Ce rendez-vous constituait la dernière étape d'un cycle de cinq rencontres initiées en 2009 à Beyrouth, à l'initiative de l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF) et dans le cadre de la « Capitale mondiale du livre » de l'Unesco. Après Beyrouth, se sont ainsi succédé les rencontres d'Abidjan (2010), de Tunis (2011), d'Abidjan à nouveau (2012), et enfin de Casablanca (2013), jusqu'à Dakar (2014).

Si chacune de ces rencontres a sa particularité, son « angle », le séminaire de 2014 revêt peut-être une singularité supplémentaire, s'étant tenu en amont du XV^e sommet de la Francophonie de Dakar. Il s'agissait donc, quelques jours avant le renouvellement du secrétariat général de l'OIF, de constituer un lieu d'échanges, de partages d'expériences, mais aussi de permettre aux professionnels et organismes au service de ces derniers présents d'être forces de propositions et initiateurs de projets dans ce contexte institutionnel francophone en pleine évolution.

Interprofessionnelle, cette rencontre l'était plus que jamais, puisque, outre des éditeurs et des libraires, des diffuseurs, des distributeurs, des écrivains, des agents littéraires et des représentants de différents organismes ont pris une part active aux échanges. Bien que francophone, la rencontre a consacré le multilinguisme littéraire et éditorial, rappelant au passage que la francophonie ne concerne pas le seul livre « en français » mais bien plus la rencontre des langues, des cultures et des imaginaires.

De ces rencontres, on retiendra en particulier l'engagement collectif et la richesse des discussions qui ont suivi les différentes tables rondes¹, dont le verbatim (ci-joint) rend exhaustivement compte.

Surtout, on soulignera l'idée de continuité dans laquelle elles se sont inscrites. On a en effet pu relever par moments une certaine lassitude vis-à-vis de la succession de rendez-vous professionnels au cours des dernières années – chacun ayant été l'occasion de recommandations en faveur des filières du livre. Il était bien plus question à Dakar d'assurer une continuité aux projets aujourd'hui développés, plutôt que de se limiter à des déclarations d'intentions.

L'enjeu n'était pas non plus celui d'une tabula rasa, mais plutôt d'un appel à une meilleure cohérence et compréhension des processus de soutien. Il s'agissait de se concentrer sur « l'existant » et sur un terrain balisé par toutes les précédentes rencontres professionnelles. L'objectif était donc, avant tout, de

1 « Francophonie, diversité linguistique et relation au livre » ; « Présences éditoriales dans l'espace francophone » ; « L'expérience de la Caravane du livre et de la lecture en Afrique » ; « Renforcer et valoriser les échanges entre éditeurs de l'espace francophone » ; « Quels modèles pour le livre numérique ? » ; « La diffusion, au cœur des enjeux du marché du livre » ; « Mutualiser les actions dans l'intérêt des filières du livre francophones ».

témoigner de ce qui a été réalisé durant les dernières années, pour proposer des outils et suggérer un soutien institutionnel plus efficaces.

Partant de ces différents points, cette synthèse concerne les trois principales thématiques professionnelles des rencontres : « Librairie », « Édition » et « Diffusion ». Ce document s'attache à mettre en relief les propositions à l'attention de l'OIF, le tout – et il y a lieu de le souligner – gravitant autour du sens et des enjeux positifs de la notion de « collectif ».

Les rencontres se sont ouvertes avec une allocution de M. Ibrahima Lô, Directeur du livre et de la lecture du Sénégal. Ce dernier a alors posé une question essentielle : « Nous semblons tous parler français mais en réalité, est-ce que nous nous comprenons ? » À partir de cette question, M. Lô a souligné le rôle primordial de la diversité linguistique au profit de la francophonie politique et culturelle. Selon lui, il faut acter pour cette diversité ou bien choisir de disparaître de la galaxie francophone. En cela, il est essentiel de réfléchir au traitement accordé aux langues « nationales » dans les pays francophones, particulièrement en Afrique. Sur cette base, les échanges ont permis de confronter des points de vue, des expériences et des perspectives : libraires, éditeurs, diffuseurs, agents littéraires, universitaires, collectifs professionnels, etc.

« L'enjeu aujourd'hui est de promouvoir des contenus encore plus pertinents dans un contexte sévère, sans y perdre son âme. »

Ibrahima Lô, Direction du livre et de la lecture, Dakar.

Librairie

La librairie, rouage au cœur de la chaîne du livre, a été très présente durant les deux journées. C'était l'occasion pour l'Association internationale des libraires francophones (AILF) de présenter le bilan de dix années de la « Caravane du livre et de la lecture ». Ce vaste projet est coordonné par des libraires dans plusieurs pays d'Afrique de l'Ouest et d'Afrique centrale, et ne se limite pas seulement aux capitales : une caravane, c'est jusqu'à 3 000 km parcourus selon les espaces, mais c'est surtout l'énorme investissement et la nécessité de soutiens locaux et institutionnels que cela suppose, l'opération ne visant pas la rentabilité sur le court terme. L'AILF soulignait donc l'importance de pérenniser ces aides : l'aide pour la valorisation et la diversification des fonds mais aussi l'aide aux animations, à l'informatisation, l'aide à la formation, l'aide à la constitution du stock, pour la création de nouvelles librairies ou de nouveaux points de vente. Il était également question de l'aide versée directement à l'association, ensuite redistribuée aux libraires à travers des formations et des accompagnements sur le terrain, des échanges professionnels, des audits et des missions. Enfin, ont été soulignées l'aide au transport en général et dans le cadre de la Caravane, et l'aide aux frais d'approche.

« Lorsqu'on lançait la Caravane à Dakar en 2006, j'enseignais dans un lycée se trouvant à 400 km de Dakar où même avoir le quotidien national relevait du miracle, mais la Caravane nous a aidés à pouvoir mettre à la disposition de nos élèves des ouvrages que nous-mêmes étions obligés parfois de photocopier car n'y ayant pas accès. »

Mamadou Dramé, Codesria, Dakar.

L'AILF peut aujourd'hui s'appuyer sur l'expérience de la « Charte de la librairie francophone » (Beyrouth, 2010), qui met en avant le respect de l'éthique de la profession. Cette charte a ainsi permis une labellisation et une reconnaissance des professionnels comme « librairies de référence », facilitant les demandes et dépôt de dossiers.

Toutefois, la question centrale pour le libraire francophone demeure : « Qui achète mes livres ? ». En effet et logiquement, les achats de livres se font par les clients particuliers, les institutions locales – notamment françaises – les établissements scolaires, les bibliothèques, mais le gros des achats passe à travers les appels d'offres dans le cas des marchés publics. Le libraire est alors exposé aux problèmes de corruption, de concurrence de la part d'éditeurs étrangers, et particulièrement français, sinon des centrales d'achats européennes qui achètent des ouvrages auprès des éditeurs français avant d'acheminer des conteneurs entiers dans les établissements scolaires français à l'étranger. Cette concurrence est également opérée par les grossistes et autres sites marchands. Enfin, des librairies françaises viennent depuis peu concurrencer les librairies du Sud dans leurs propres pays.

Dans un contexte général difficile et en pleine évolution, où le numérique apporte de nouveaux modèles, tout en laissant craindre une désintermédiation de la chaîne du livre aux dépens du libraire, l'énoncé de ces problèmes aura donné l'opportunité de proposer des recommandations ayant pour impératif de développer des partenariats viables entre tous les acteurs de la chaîne du livre. En ce sens, c'est l'idée d'une chaîne, non perçue à la verticale mais plutôt à l'horizontale, qui a été défendue : il n'y a pas de hiérarchie entre les opérateurs ; ils sont d'une certaine manière liés par un pacte de solidarité en faveur du livre et de la lecture.

Dans cette perspective, il s'agirait donc, pour tous les acteurs de la chaîne du livre et spécialement les éditeurs, de signer une charte dans laquelle ils s'engageraient à respecter l'éthique de leur métier afin d'être reconnus comme « éditeurs de référence ».

Au sujet des aides, les libraires appellent non seulement à plus d'accompagnement, mais aussi à plus de moyens. Ces moyens et les accompagnements doivent concerner les échanges Nord-Sud, mais également et en particulier les relations professionnelles Sud-Sud.

L'enjeu de la professionnalisation étant permanent, il est aujourd'hui important de renforcer les formations sur le terrain.

Enfin, la question du transport Sud-Sud demeure une des problématiques majeures pour le libraire francophone. Dans l'intérêt de tous les acteurs de la chaîne du livre, il est essentiel d'y réfléchir ensemble, dans le cadre, par exemple, d'un atelier dédié à la promotion des ouvrages et des maisons d'éditions du Sud. Les libraires ont enfin souligné le fait que les professions sont liées et qu'il est évident que la profession de libraire exige une remise en question constante, afin d'améliorer leur mission de « passeurs ». Mais pour ce faire, il est impossible d'avancer séparément. Les professionnels ont besoins les uns des autres.

« J'ai entendu des éditeurs se demander : "Que pouvons-nous faire, nous les éditeurs, s'il n'y a pas de libraires pour vendre nos livres ?", et moi je dirais : "Que vendrions-nous s'il n'y avait pas d'éditeurs pour produire les livres ?" »

Loubna Joheir Fawaz, Librairie Vents du Sud, Nouakchott.

Édition

Les problématiques éditoriales ont occupé une grande part des rencontres. Aussi large que puisse être cette thématique, les intervenants ont restreint le sujet à sept pistes de réflexion, partant du constat qu'il existe aujourd'hui un grand déficit de communication interprofessionnelle et internationale.

Il a tout d'abord été question des politiques nationales du livre, dont les tutelles ne sont pas toujours très claires selon les pays (diversité d'interlocuteurs).

En présence d'un agent littéraire (Pierre Astier), le sujet de la traduction et de la gestion des droits afférents a été longuement abordé, de même que celui de la cession de droits, aujourd'hui trop envisagée dans le sens Nord-Sud, alors que les éditeurs africains peuvent tout à fait proposer des titres à l'étranger, dans une dynamique Sud-Nord, voire Sud-Sud.

« Maintenant, ce qui est plus important pour moi, concerne les éditeurs du Nord : pourquoi proposent-ils toujours de nous céder des droits et pourquoi ne leur proposons-nous pas des projets d'ouvrages ? Nous pouvons travailler en partenariat. »

Japhet Bidjek, Presses universitaires de Yaoundé.

Cette question de l'achat de droits a donné l'occasion à l'Alliance internationale des éditeurs indépendants (AEI) de rappeler le travail qu'elle réalise depuis une dizaine d'années en faveur de la défense de la biodiversité, notamment via la mise en place de coéditions solidaires Sud-Sud, permettant une plus grande circulation de textes, à prix adaptés, initialement édités au Nord.

Ces différents points ont décliné la question de la circulation du livre, particulièrement en Afrique, et ont soulevé celle du déficit de statistiques et de données sur les différents marchés du livre. S'il peut sembler parfois plus simple de faire transiter des ouvrages de France vers l'Afrique, des initiatives menées en Afrique de l'Ouest montrent qu'une circulation sous-régionale n'est pas impossible, bien au contraire (voir supra). Mais le problème demeure au niveau de l'information concernant les pratiques et de la délimitation d'un cadre légal facilitant ou imposant le respect des législations en faveur de l'import/export du livre. Ce point suggérerait logiquement une autre problématique, à savoir le partage d'expériences et la question de « comment fédérer et mieux faire connaître les pratiques ? ».

Sur un autre plan, la question de l'édition en langues nationales, étroitement liée aux enjeux de l'alphabétisation a retenu l'attention des discutants. Si son importance dans un contexte francophone n'est pas à démontrer, la véritable question reste : « Comment faire pour que tout ce qui est produit en langues nationales soit visible ? »

La question des stratégies de production prolongeait ce tour d'horizon : comment et où produire ? À quels prix ? À ce sujet, on retiendra que la solution de produire des ouvrages à l'étranger n'est pas toujours la plus intéressante puisque celle-ci suscite d'importants coûts d'acheminement des ouvrages. Mais la production locale se heurte, dans certains pays, aux prix pratiqués par les imprimeurs, à un déficit de relations et de dialogue interprofessionnels, ou encore une fois à un encadrement légal inadéquat.

Le numérique intervient alors comme une opportunité possible pour se soustraire à ces problèmes de gestion physique des stocks. Mais cela nécessite une adaptation des législations et des contrats d'auteurs, ainsi qu'une transparence de la part de l'éditeur sur les flux de ventes numériques. Dans un environnement encore flou, qui exige de produire plus de contenus (livres numériques), d'avoir une infrastructure pour diffuser ce contenu et une maîtrise des périphériques mobiles, la question numérique suscite de nombreuses

inquiétudes et les éditeurs du Sud réfléchissent bien légitimement aux modèles qu'ils doivent choisir ou non. C'est le respect de ces exigences qui permettra l'évolution de l'impression à la demande, des librairies numériques et autres agrégateurs de contenus (selon quels modèles ne bouleversant pas la chaîne du livre ?), à travers la francophonie.

« J'étais à l'aéroport [...] et il y avait un monsieur dans la salle d'embarquement. Je l'ai vu lire un livre sur une tablette, c'était en 2010. Je me suis approché, et j'ai essayé de voir ce qu'il lisait. Au bout d'un certain temps, il m'a remarqué et nous avons commencé à échanger. Je lui ai dit : "Je suis un éditeur". Il m'a regardé, il m'a dit : "Ah, c'est dommage". [...] il ne voyait aucun lien entre ce qu'il lisait sur sa tablette et les éditeurs, leur rôle. Comment le livre était-il arrivé sur sa tablette ? Ça lui importait peu. »

Sulaiman Adebawale, éditions Amalion, Dakar.

Pour l'heure, les expériences demeurent au niveau du « cas par cas » et selon les environnements nationaux. En regard de certaines expériences menées au Niger, en Belgique ou au Cameroun, l'impératif de l'information et de la formation paraissent toutefois faire l'unanimité. Un élément semble ressortir des échanges : le livre numérique semble pour l'heure plutôt représenter un positionnement nécessaire au sein d'un marché de plus en plus monopolisé par des sociétés internationales, plutôt qu'une importante perspective de bénéfices, aussi bien pour les éditeurs que pour les libraires francophones.

« Je trouve que le marché du numérique est vierge au vu du nombre d'outils numériques dans nos maisons, [...] comment faire pour mettre à la disposition des enfants de quoi lire ? [...] il faut former les acteurs de la numérisation. Nous devons aussi penser à travailler avec les opérateurs de téléphonie mobile : au Niger par exemple, il y a 7 millions d'abonnés sur 14 millions d'habitants. Il y a la possibilité de se procurer des tablettes qui servent de liseuses et de téléphone... »

Bako Malam Abdou, Éditions Gashingo, Niamey.

À la suite de l'énoncé de toutes ces problématiques, une recommandation principale a été formulée : la création d'une plateforme internet dont le développement serait soutenu par l'OIF dans le cadre de sa politique d'aide au développement du numérique, et sur laquelle seraient rassemblées toutes les ressources nécessaires : expériences, aides possibles, contrats types, etc. Ce site web constituerait un relai vers d'autres plateformes, afin de ne pas se substituer à des projets existant déjà. Il serait donc non seulement un outil au service des professionnels du livre, mais aussi un relai d'information et de visibilité de ces opérateurs à l'attention des publics. Il s'agit sur ce point de penser un projet ambitieux, mais néanmoins nécessaire, car s'appuyant sur une idée de mutualisation, de collectivisation et de valorisation de la chaîne du livre, à travers la francophonie. Il sera néanmoins nécessaire de penser à l'interlocuteur de l'OIF et à la tutelle de pilotage de cette interface, afin d'en assurer la bonne réalisation, dans un principe de synergie n'excluant personne.

Diffusion

La troisième thématique clé de ces rencontres concernait la diffusion. Située à l'interface de la librairie et de l'édition, de la promotion et de la circulation du livre, cette fonction est encore très

inégalement développée à travers l'Afrique francophone et le plus souvent assurée artisanalement par les éditeurs eux-mêmes. L'échec de projets de par le passé (projet Servedit de distribution des ouvrages d'Afrilivres en France par exemple) a également joué un rôle sur la perception du secteur de la diffusion. Mais comme le remarquait l'éditeur malien Sekou Fofana : « Les livres ne circulent pas parce que les acteurs de la diffusion sont marginalisés par les éditeurs et les libraires. » Pourtant, la diffusion reste un questionnement constant pour les professionnels du livre. Il s'agissait alors de rappeler l'existence de travaux portant sur ces questions : l'Unesco et l'OIF ont publié une étude sur ce thème en 1997 ; en 2007, c'est l'OIF qui a présenté un autre travail ; enfin, en 2012, l'Institut Français en partenariat avec l'AEI, l'AILF et Afrilivres a publié [un rapport](#).

« Il y a des “coups” qui se font : je vends au Rwanda, je vends au Congo Brazzaville, mais se sont des coups et non des choses structurées. C'est vers cela que nous voulons aller et si chacun met un peu de volonté, nous pouvons réussir. Chaque fois, on dit que ça ne marche pas... mais non, il y a des petites choses se font, il faut juste les relever et les renforcer pour que la diffusion et la distribution soient revigorées. »

Dramane Boaré, Les Classiques Ivoiriens, Abidjan.

Le problème essentiel de la diffusion ne concerne pas en soit la circulation du livre. Comme cela a bien été souligné, en dépit de difficultés, il n'est pas exact que le livre ne circule pas aujourd'hui en Afrique : cette circulation concerne non seulement la dynamique de l'Afrique vers le Nord, mais aussi d'un pays africain vers un autre, sinon à l'intérieur d'un même pays. Le problème essentiel qui a été souligné concerne plutôt le peu d'infrastructures professionnelles, et de structures capables de porter des projets de diffusion hors et à travers l'Afrique, à l'intérieur des pays, ou encore d'une région francophone vers une autre région linguistique. Par ailleurs, les difficultés récurrentes dans la communication éditeur-libraire a une influence sur la diffusion.

Néanmoins, et au-delà de ce constat, les rencontres ont été l'occasion de présenter un projet coordonné par plusieurs opérateurs. Ce projet rassemble quatre partenaires : Cedar Brokers et le système de vente Web « Bookwitty » au Liban, Les Classiques Ivoiriens pour la diffusion-distribution à partir de l'Afrique, l'Oiseau Indigo pour la diffusion-promotion en France et le centre Coopération par l'Éducation et la Culture (CEC) de Bruxelles pour la promotion littéraire à partir de la Belgique et de trois centres de l'aire Afrique-Caraïbes-Pacifique. Ce projet, nommé « CIL » pour « Circulation Internationale du Livre » est aujourd'hui entièrement rédigé et une proposition sera prochainement faite à l'association d'éditeurs d'Afrique subsaharienne Afrilivres pour offrir un service de diffusion/distribution des ouvrages du collectif. Il convient ici de rappeler que le projet de l'Oiseau Indigo diffusion concerne les ouvrages de 31 éditeurs et de 7 pays d'Afrique subsaharienne, du Monde Arabe et de la Méditerranée, et que ces livres sont publiés en français, en arabe, en anglais et en langues africaines.

« Quand j'ai démarré la maison en 2005, très vite, j'ai eu le souhait de publier des auteurs tunisiens mais, plus largement, maghrébins et voire des auteurs du continent africain en général, et que cette frontière irréaliste entre le Maghreb et les États africains puisse, au moins par le biais de la littérature, s'effacer, et que la circulation des livres puisse contribuer à l'échange des idées et des cultures des différentes régions d'Afrique. »

Elizabeth Daldoul, éditions Elyzad, Tunis.

Conclusion

En guise de conclusion, nous avons retenu un petit jeu littéraire auquel s'est livrée Madeline Bedecarré, qui modérait la table ronde consacrée au « renforcement et la valorisation des échanges entre éditeurs de l'espace francophone ». À partir d'une citation de Julien Gracq : « Pour tout dire, on a rarement en France autant parlé de la littérature du moment, en même temps qu'on y a si peu cru² », elle s'amusait, non sans une évidente ironie, à adapter la phrase au contexte des rencontres. Cela donnait : « Pour tout dire, on a rarement en Francophonie autant parlé de coopération entre les éditeurs du Nord et les éditeurs du Sud, en même temps qu'on y a si peu cru. ». Cette difficulté de la coopération Nord-Sud est évidente. Mais lorsque l'on regarde les projets menés par les professionnels du livre, on se dit alors qu'il y a de bonnes raisons de continuer d'y croire. Non pas dans des possibilités et des virtualités, mais bien plus par une meilleure (re)connaissance de ce qui existe. Beaucoup a été fait, et beaucoup est aujourd'hui fait pour que les échanges se développent, du Sud au Nord, du Nord au Sud et du Sud au Sud, pour le respect de la notion d'équité. En ce sens, les rencontres de Dakar seront peut-être un dernier état des lieux général et les soutiens institutionnels tout comme les actions associatives de demain pourront s'appuyer sur des bases solides, fédératives et solidaires, en faveur de la diversité du livre dans l'espace francophone.

Synthèse établie par Raphaël Thierry³ pour le BIEF

2 Julien Gracq, *La Littérature de l'estomac*. Paris : José Corti, 1950.

3 Fondateur du portail EditAfrica consacré à l'actualité du livre et de l'édition en Afrique.